

L'écho du CN !

- Bulletin de compte-rendu du Conseil national du MJCF -

Sommaire :

Compte rendu du débat d'actualité générale, p. 2

Compte rendu du débat sur l'organisation, p. 3

Compte rendu du débat sur le budget et la vie financière, p. 3

Compte rendu du débat sur notre communication et notre journal Avant-garde, p.4

Compte rendu des commissions, p.5

Annexes :

Introduction d'actualité générale, p. 8

Introduction sur notre organisation, p. 19

Introduction sur notre communication et notre journal Avant-garde, p. 26

Compte rendu sur le débat actualité

Suite à la discussion, le CN a décidé de **continuer pour le moment la forte activité militante auprès des lycéens**. La situation d'ébullition dans les universités laisse entrevoir une possibilité de jonction et de faire mouvement dans le monde de l'éducation. **Différents matériels vont être produit dont un 4 pages pour porter l'ensemble des questions de société et les réformes qui touchent plus particulièrement la vie des jeunes.**

Le livret d'analyse des réformes du secondaire et de nos propositions en matière d'éducation est finalisé.

Nous avons à nouveau souligné la nécessité de continuer à approfondir notre analyse et nos propositions sur le lien entre formation initiale et monde du travail.

D'autre part, au vu des conséquences de la crise économique sur la vie des jeunes notamment en matière d'emploi, le CN va accentuer son travail sur nos propositions de nouveaux droits et des 3 allocations différenciés à partir des batailles locales. **Notamment sur l'allocation d'accès au premier emploi pour sécuriser notre entrée sur le marché du travail. Il a été souligné que cette proposition issu du MJCF est d'ailleurs de plus en plus reprise par d'autres organisations, notamment par l'UNEF.**

La journée de mobilisation exceptionnelle du 29 janvier a été marqué entre autre par la jonction de nombreuses luttes. La période étant particulièrement marquée une fois de plus par l'explosion de la précarité, du chômage, de la répression notamment chez les jeunes et bien sur par les attaques faites à notre système d'éducation, **le MJCF propose de travailler à une réunion unitaire des organisations politiques et syndicales de jeunesse pour travailler l'offensive sur ces questions. Celle ci aura lieu le lundi 9 février.**

Les responsables nationaux de l'UEC ont fait le point sur les mobilisations dans l'enseignement supérieur et sur l'appel unitaire qu'ils ont travaillé, ainsi que sur la tenue de la conférence national des étudiants communistes. Un mail d'information a été envoyé cette semaine à tous les coordinateurs départementaux et **toutes les informations nécessaires sont disponibles sur le site national de l'UEC.**

Le prochain CN qui se tiendra au mois de mars (la date sera fixé précisément la semaine prochaine) aura entre pour tache de lancer le travail des commission jusqu'à l'ANA sur nos propositions dans le cadre de la campagne nouveaux droits et du lancement de la campagne des européennes.

L'ANA a été convoquée pour le samedi 9 et dimanche 10 mai. Le nombre de délégués par fédération sera fixé au CN du mois de mars. Le vendredi 8 mai étant férié, cette journée sera consacrée à la formation des nouveaux animateurs du MJCF puisque comme nous l'avons vu dans le bilan orga, notre Mouvement s'est réimplanté dans de nombreux départements depuis le début du mouvement lycéen.

Enfin le CN s'est fortement interrogé sur le manque de participation des camarades à cette instance et tiens à rappeler l'importance que chacun y participe, notamment

dans la période politique ou nous avons besoin de fournir collectivement un gros travail d'analyse, de mise en mouvement de l'ensemble du MJCF et de lien avec toutes les fédérations. Une réunion de l'ensemble des suivis sera bientôt convoquée à cet effet.

Compte-rendu débat bilan orga et plan de renforcement

Le conseil national est revenu sur les diverses expériences des fédérations en termes de structuration, des difficultés existantes et des besoins en termes organisationnels.

Il est revenu sur l'importance du système de suivis, appuyant sur le fait qu'il fallait le continuer et faire en sorte qu'il fonctionne au mieux. Car le lien aux fédérations est très important pour notre dimension nationale mais aussi pour aider, avancer dans les fédérations tant structurellement qu'en termes d'activités. Pour cela plusieurs outils vont être mis à disposition des camarades ayant cette responsabilité, comme les fiches récapitulatives des fédérations ainsi que leur archivage pour une meilleure transmission des informations.

Les conseillers nationaux sont revenus sur le besoin de travailler la problématique de la ruralité car elle pose des problématiques dans tous les départements sauf ceux de la région parisienne. Il a été demandé aux propos de la région parisienne d'avoir une instance où parler des problématiques de cette région.

Enfin la discussion est revenue sur les liens avec le PCF en termes de structuration mais aussi sur le problème des permanents.

Relevé de décisions :

- Créer des fiches pratiques sur les formations pour aider les fédérations à les développer, ainsi que des brochures théoriques dans la même optique.
- Faire 1000 adhésions dans l'année.
- Se renforcer et se structurer là où nous sommes déjà.
- Développer les structures au plus près de la vie des jeunes.
- Renforcer le système de suivis.
- Produire un guide à l'usage des fédérations sur notre structuration.
- Mettre à disposition le livret pour les nouveaux adhérents.
- Retravailler sur la base orga pour qu'elle soit plus efficace et utile au mouvement dans son ensemble.
- Mis en place de table ronde régionale pour échanger sur notre structuration après la prochaine fête de l'humanité.

Compte- rendu du débat sur le budget et la vie financière

Après la présentation des résultats en termes de remontée des cotisations de l'année 2008, le conseil national est revenu sur l'importance de celles-ci et de l'effort à fournir pour que les résultats 2009 soient en nette augmentation, car elles sont le premier acte de l'engagement politique et permettent de financer la bataille de diffusion de

nos idées. Dans ce cadre il a été rappelé la nécessité de se battre sur le financement de notre organisation en interne, en démultipliant les gestes d'initiatives financière mais aussi en externe pour la reconnaissance des organisations politique de jeunesse et sur leur financement.

Les conseillers nationaux ont proposés de mettre en place une solidarité des fédérations de région parisienne en donnant une somme d'argent quand les suivis se déplacent pour la solidarité avec les fédérations de provinces et ainsi permettre plus de déplacements en province.

Le conseil national à donc rappeler l'importance de notre bataille financière et des efforts qui doivent être fait à tous les niveaux pour atteindre les moyens de nos ambitions politiques. Car elles n'iront pas sans un financement audacieux. Il faut que chaque initiative soit aussi pensée en termes financiers. La discussion est aussi revenue sur le caractère très politique de cette question et sur le fait d'arriver à ce que chaque jeune communiste ait approprié cette problématique.

Le budget à été adopté après un vote.

Compte rendu du débat sur la Communication et sur notre journal Avant-Garde

Le conseil national a trouvé le rapport d'introduction ambitieux sur nos outils de communication et sur notre journal.

Il a été rappelé que si ces projets étaient importants, ils vont nécessiter que notre organisation travail activement sur le rapport de nos adhérents à l'écrit. Il s'agit de multiplier les gestes qui aideront les jeunes communistes à se sentir plus à l'aise à l'écrit et ainsi à produire plus. Notre responsable à la formation Yann est prêt à aider pour cela (cf le plan de formation du CN du 4 et 5 octobre)

Dans le ton nous devons paraître plus percutant et plus insolents.

Le conseil national mandate Mejdaline pour s'occuper de notre lien avec la presse.

Sur la Vidéo, une formation aura lieu le 14 février autour de quelques camarades. Ce type de formation pourra être répété et décentralisé par la suite. En outre, il nous faut travailler sur la mutualisation du matériel vidéo.

L'UEC nous a exposé leur plan de communication :

- Restructuration du Site Internet
- Plus de lien à la presse, aux média, notamment avec un espace presse sur le site.
- Mise en place d'une newsletter à l'adresse des adhérents et des contacts
- Mis en ligne de l'ensemble des documents des secteurs.

Sur la communication interne, il a été rappelé l'importance que les courriers papiers peuvent avoir. Le CN a demandé à ce que nous ayons une utilisation intelligente des envois courriers pour certains documents u certaines initiatives.

Concernant la cohérence graphique que pourrait recouvrir nos tracts, étant donné le nombre d'attentes différentes, de travailler à un cahier des charges pour pouvoir avancer sur cette question.

Enfin il nous faut travailler à l'utilisation d'outils comme facebook pour augmenter notre influence sur Internet.

Compte rendu de la commission éducation.

Un livret sur la réforme des lycées sera bientôt disponible (il manque le maquetage et l'édition). Ce livret a pour but de donner des cadres d'analyses sur la réforme et de faire un point sur les propositions de la JC. Il y a l'idée à travers ce livret de recenser le travail des fédérations sur la formation pour ensuite faire un moment à l'ANA sur nos propositions face à la formation. Pour avancer sur la construction d'alternative il y a également l'idée **d'organiser une commission avec Stéphane Bonnery** (maître de conférence en science de l'éducation à Paris 8). Cette rencontre pourrait se faire le **vendredi 6 mars** mais à voir selon ses disponibilités. Ce livret est également disponible sous la forme de **PowerPoint** je vous l'enverrai en même temps que le livret.

Afin de ne pas traiter que de l'actualité et d'avancer sur le reste, il y avait également la proposition de produire une **note sur l'apprentissage de récupérer une note sur l'orientation**

Comme la commission n'est que la commission école mais bien savoir, il a également été proposé de faire une **note sur les médias** en regardant les annonces de Nicolas Sarkozy sur les Etats Généraux de la presse (un quotidien gratuit pour les 18ans au choix) et **sur la culture** (musée nationaux gratuit de 18 à 25ans)

Relevé de discussion de la commission « Changer le monde » du 01/02/2009

Discussions autour de l'organisation du travail inter, de la commission et du matos politiques.

Notes pour le 27 février :

- Note sur l'historique du conflit au Proche-Orient
- Note sur la Guinée

- Note sur l'Irak
- Note sur le Sénégal et la situation actuelle
- Note sur l'Afrique du Sud et les enjeux autour des prochaines élections
- Note sur le caractère de classe du conflit israélo-palestinien
- Note sur la situation des différentes orgas de jeunesses italiennes
- Note sur le sionisme
- Note sur les différentes sorties de crise au conflit en Palestine
- Les élections municipales en Irak
- Note sur l'Union des Populations du Cameroun (Parti Communiste et organisations de jeunesses)

Matos po :

Affiches pour les prochaines européennes

Prochaines échéances et organisation :

- Nécessité d'une réunion des membres de la commission avec les anciens responsables inter : Denis, Dominique Josse, Sarah Jane
- 27 février : commission à 18h30
- 4 avril : contre sommet de l'OTAN à Strasbourg

Activités et travail politique :

- Se mettre en lien avec le secours populaire et nos partenaires palestiniens sur les nécessités pour le peuple palestiniens
- Monter une délégation devant l'ambassade du Sénégal pour interpeler les autorités sur la répression
- Intervention de nos parlementaires à l'Assemblée sur le Sénégal
- Envoi de colis de solidarité à Samuel et aux prisonniers politiques du Sénégal
- Nécessité de s'intéresser aux jeunes communistes du Japon, de la Chine (rencontre à Cuba en juillet) et de l'Inde.

IMPORTANT : remettre à jour le plus rapidement possible le fichier inter

- nécessité de clarifier les responsabilités entre les 3 responsables

Compte rendu de la commission « vivre ensemble »

La commission propose que la semaine de la laïcité se déroule du 16 au 22 mars 2009.

L'idée est de construire des initiatives décentralisées, notamment dans les villes symboliquement forte en terme de lobbying religieux, comme : Paris, Marseille, Rennes, Lille, Bordeaux, Lyon ou Strasbourg.

L'idée générale est que lors de ces initiatives, chacune revête un pan spécifique de la question laïc, philosophique, historique...

L'idée est que les jeunes communistes se forment au travers de ces initiatives pour que nous ayons collectivement plus d'éléments pour travailler dans un second temps à une position claire et forte de notre organisation en vue d'une prochaine initiatives.

Or, il a semblé à la commission que pour avoir une position, il devait y avoir débat, et que pour y avoir débat, il ne devait pas y avoir ni caricature ni raccourci, et que nous avons donc besoin de beaucoup de formation. Ces initiatives sont donc des moments importants pour réaffirmer notre attachement à la laïcité ainsi que pour nous former collectivement.

Suite à cela, la commission prévoit d'auditionner un certain nombre de personnes de façon large et hétéroclite pour avoir en sa possession un maximum d'éléments.

En outre, la commission demande aux fédérations et unions de villes qui ont déjà travaillé ou produit sur la question de faire remonter leur travaux afin qu'ils puissent servir d'appui au travail de la commission.

Introduction d'actualité générale

Opération sauver le système

Cinq mois maintenant que la crise financière agite l'actualité, les journées de nos gouvernants, et nos luttes. Face à cette crise financière, les dirigeants politiques n'ont plus qu'un mot à la bouche : « régulation ». Un mot sur les lèvres tant des sociaux-démocrates que des néolibéraux d'hier. Pourtant hier, les néolibéraux vantaient la « dérégulation », au nom du marché autorégulateur, de la main invisible chargée d'apporter le bonheur à tous.

Aujourd'hui, le rôle de l'Etat régulateur revient sur le devant de la scène. En France, notre régissant qui aime jouer avec le sens des mots appelle cela « moralisation » du capitalisme. On peut faire la morale à des individus, en l'espèce les dirigeants des banques, jugés « irresponsables », mais pas à un système. Pas question de s'en prendre au principe-même du capitalisme : le versement d'un dividende aux actionnaires. Sarkozy se limite donc aux bonus des dirigeants. On ne peut moraliser une foule d'actionnaires anonymes. Le profit, le bénéfice sont saufs. L'éthique ne sert à Sarkozy que comme façade pour sauver le système.

La droite ne parle plus que de long-terme, de régulation. Et cela met grandement en difficulté les forces sociale-démocrates, qui ont fait du rôle de régulateur de l'Etat leur doctrine, et la nouvelle définition de leur réformisme depuis les années 1980.

D'où l'aveu de faiblesse de Martin Schultz, l'Allemand qui préside le groupe socialiste au Parlement européen, lorsque Nicolas Sarkozy est venu y présenter ses promesses de régulation : « Vous êtes un socialiste européen ! » L'horizon étant à la régulation du capitalisme, social-démocratie et droite se confondent dangereusement. Et la droite vient chasser sur les terres idéologiques sociale-démocrates.

Outre ce retour en force de la régulation, ce sont des plans de sauvetage ou de relance qui sont mis en œuvre par les gouvernements. Le nôtre a fait le choix d'un plan de relance par l'investissement. Résultat, la moitié des 26 milliards d'euros iront pour aider la trésorerie des entreprises. Et l'autre ira dans des mesures d'investissement. Dont 1,8 milliards pour le logement, signe que le gouvernement doit faire face à la pénurie. Parmi les mesures, la prime à la casse pour l'automobile.

Au menu, on trouve diverses exonérations de charges sociales. Une recette qui on le sait, ne crée pas d'emploi.

La nature du plan de relance fait l'objet de luttes sociales. La manifestation de jeudi est issue de la volonté des syndicats d'un plan de relance par la demande, à savoir par une augmentation du pouvoir d'achat. Pour les syndicats et la gauche, l'analyse faite est que la crise est en partie due à un manque de pouvoir d'achat. Ce manque a laissé place à une économie de l'endettement, notamment aux Etats-Unis. En conséquence, pour relancer l'activité, donc la croissance et l'emploi, ils appellent à mettre la priorité sur le développement de l'emploi, en luttant contre les licenciements, et sur le maintien et la progression du pouvoir d'achat, afin d'éviter une diminution de la production. Par ailleurs ils appellent à plus de réglementation.

Le gouvernement argue qu'il n'y a pas besoin de mettre en place davantage de protection sociale au motif que, contrairement à d'autres pays, nous avons déjà depuis longtemps un filet de protection sociale.

Aux Etats-Unis, la nouvelle administration fait le pari que baisse d'impôt et construction d'infrastructure relanceront la croissance. Loin des 26 milliards d'euros (1% du PIB), celui d'Obama fait... 825 milliards (près de 6% de la richesse nationale) et consacre 365 milliards aux dépenses d'infrastructures. Obama compte ainsi créer 4 millions d'emplois. 275 milliards sont consacrés aux baisses d'impôts. 1000\$ de prélèvements obligatoire seront diminués pour chaque foyer. Un nouvel appauvrissement de l'Etat. Qui a pour conséquence de retarder la mise en œuvre du projet phare d'Obama, l'assurance maladie.

Autre marque de fabrique de ces plans de relance. La volonté de sauver le système financier international. En France, Nicolas Sarkozy a « mis sur la table » 360 milliards d'euros. En fait sous forme de prêt, ou de recapitalisation. Pour le moment les banques françaises semblent tenir le coup, et même annoncer de copieux dividendes. Pour autant dans d'autres pays, par exemple au Royaume-Uni, le gouvernement vient de devoir redébloquer 55 milliards d'euros pour reprendre à son compte les créances douteuses des banques du Royaume... après avoir déjà dépensé 41 milliards en octobre. La socialisation des pertes du capitalisme de casino, en sorte.

Retour en France, le Parti socialiste a présenté un plan de relance par la demande. Symbole de sa reconversion au keynésianisme. Il propose entre autre une augmentation des salaires, via une augmentation du SMIC dès le mois de février, via la distribution de 500€ à chaque bénéficiaire de la prime pour l'emploi. Il parle même d'entrer au capital des banques, pour contraindre à une politique favorable à la reprise du crédit en direction des ménages et des petites et moyennes entreprises.

Si la proposition d'entrer au capital des banques en difficultés plutôt que de leur apporter des « garanties » apparaît comme audacieuse. Les banques peuvent très bien se passer de cette aide. Par là, le PS refuse de remettre à plat le système financier. Cela pose la question d'un pôle public bancaire que proposent les communistes, qui veulent mettre tout le système financier au service de l'emploi, la formation, l'innovation, l'écologie.

Le Parti communiste a lui détaillé son plan de relance, autour de quatre axes. Sécurisation de l'emploi, augmentation des salaires et rémunération, développement des services publics et réorientation de l'argent vers l'emploi, la formation, la politique industrielle. L'idée est de faire repartir la consommation, tout en faisant reculer la logique capitaliste. Service public comme mode d'appropriation collective. Augmentation des revenus comme moyen de revenir sur une évolution défavorable aux salariés de la répartition capital – travail ces dernières années. Sécurisation de l'emploi contre la précarisation promue à Bercy et Bruxelles. Enfin, en posant la question de l'indépendance de la BCE, d'un pôle public bancaire, c'est la question de la réorientation de l'ensemble du système financier, des maîtres des choix dans le système capitaliste qui est posée.

Recomposition de la gauche

Gauchissement du discours du Parti socialiste

C'est la crise qui a déclenché un changement de situation et qui a engendré un « gauchissement » du discours du PS. Delanoé a perdu au congrès parce que le fait de s'assumer libéral passait mal et c'est aussi en partie pour ça que Royal a perdu, parce que tous ceux qui ont vu qu'autour du concept libéral il n'y aurait pas de victoire se sont ralliés au discours antilibéral, même si Royal n'avait jamais annoncé la couleur aussi clairement.

La charte écrite par tous les socialistes avant le Congrès effectuait un recul en terme de lutte sociale non imaginé jusque là mais dès que la crise a éclaté médiatiquement, on n'a plus entendu parlé de cette charte, de même que le rapprochement avec le centre envisagé notamment par Royal a été rapidement abandonné avec la crise.

Martine Aubry premier secrétaire était présente à la manif du 29, ce qui n'est pas négligeable symboliquement. De même Benoit Hamon porte parole du PS c'est le symbole de cette évolution, qui a aussi pour but ne l'oublions pas d'occuper l'espace négligé depuis les vingt dernières années par le PS sur sa gauche, espace que Mélenchon et le parti de gauche tentent de s'approprier.

Création du Parti de gauche

Avant le congrès de Reims et notamment avant l'éclatement médiatique de la crise l'issue proposée au PS se partageait entre Delanoé assumé libéral et Royal qui voulait s'allier à

Bayrou. Certains socialistes ont donc compris qu'il n'y avait pas d'issue politique interne au sein du PS pour une victoire des forces de progrès. En plus de ça le contexte européen avec Die linke en Allemagne ou synaspismos en Grèce ont donné des exemples assez intéressants. Mais ils ont aussi évalué le manque de crédit du PCF et le manque d'organisation de masse du NPA. Ils ont donc constitué avec Mélenchon un pôle, une organisation qui puisse rassembler le plus largement possible (aujourd'hui, jour de congrès fondateur pour eux, ils revendiquent 4000 adhérents) en occupant l'espace que le PS avait négligé à sa gauche.

Mélenchon et son parti de gauche sont donc un allié objectif qui nous permet de constituer un Front de gauche pour les Européennes. Nous conservons de nombreuses divergences en termes de projet et de programme.

Pôle écologiste

Un rassemblement Bové Cohn-Bendit Hulot et les verts français pour la liste Europe Ecologie s'est effectué pour les élections européennes. C'est Cohn-Bendit qui en est à la tête, pour son retour sur le devant de la scène politique. Ce pôle des verts est multicolore politiquement. C'est un pôle événementiel qui n'existe qu'en vue des élections européennes mais qui ne propose pas de véritable issue politique alternative, avec une acceptation totale de la loi du marché et un compromis entre Sarkozy et Cohn-Bendit.

Nouveau parti anticapitaliste

Le NPA ce n'est rien d'autre que la Capitalisation du Profit de l'effet Besancenot, effet électoral plutôt qu'élan d'adhésion populaire. Il ne faut pas nier l'existence d'une volonté de rassemblement antilibéral autour de Besancenot et du NPA : beaucoup de personnes qui ne seraient jamais allé voir la LCR vont voir Besancenot.

Un réel espace politique antilibéral existe. Besancenot l'utilise comme il utilise concrètement les medias. Il passe sur tous les medias télé radio presse écrite, là où nous nous échouons. Mais contrairement à ce qu'on pourrait alors s'imaginer il n'arrive toujours pas à massifier son parti. Le NPA n'est toujours pas un parti de masse alors que cela fait un et demi qu'il y travaille (le seuil des 10 000 adhérents n'est toujours pas dépassé). Cela doit interpeller sur l'alternative politique que propose le NPA : il se considère en réalité toujours comme un parti d'opposition plutôt que dans la crédibilité de pouvoir gouverner le pays. Il reste une voix de contestation plus que de construction.

Congrès du PCF : Nouveau mode de développement et Transformation du Parti communiste
Depuis des décennies le PCF est en recherche de stratégie et de projet politique alternatif et crédible. Nous sommes même passés par des questions de métamorphose à un choix antilibéral à un retour à la matrice bolchevique ou bien à une novation profonde du parti. Les communistes dans leur plus grande majorité ont choisi de continuer à produire politiquement au sein du PCF mais dans un parti alors profondément transformé. Ce qui a été transformé concrètement c'est la forme de la direction, collégiale maintenant. Une plus grande importance est attribuée aux cellules ou sections d'entreprise. Mais aussi le PCF est désormais dans le lancement d'initiatives massives : c'est lui qui les propose, il ne les attend plus.

La nouveauté que constitue le Front de gauche sur la base d'un projet pour une autre Europe
Ce qui est nouveau c'est qu'avec Mélenchon on peut s'adresser à l'électorat social démocrate plus que si on n'était seul. Il y a un couloir en termes de propositions alternatives constituées à gauche du PS concernant la crise etc. qu'il faut occuper. Selon l'IFOP, une liste réunissant les adversaires de l'Europe libérale recueille 14,5 % d'intentions de vote. Elle se retrouverait en troisième position, derrière la liste du PS (22,5 %) et celle de l'UMP (25,5 %). Au passage elle dépasserait la liste du MODEM (14 %) et de très loin la liste Europe Écologie avec Daniel Cohn-Bendit et José Bové (7 %). Ces belles prévisions ne sont que spéculation, car le NPA ne s'est pas encore déclaré et il est réticent au projet de participer au front de gauche. En

tous cas ce qui rassure c'est que c'est le contenu des propositions plutôt que la confusion même si elle est médiatisée qui compte.

Mobilisations de jeunes

Ce début d'année 2009 commence d'une façon la plus sinistre qu'il soit. Après trois semaines de bombardements aveugles et d'invasion terrestre, les armes se taisent à Gaza dans un cessez le feu qui reste précaire. Aujourd'hui, le nombre de victimes annoncé par les responsables palestiniens s'élève à 1300 morts. Le bilan de l'agression militaire de Tsahal est sinistre. La mobilisation internationale n'a cessé de grossir depuis le 29 décembre. En Iran, en Egypte comme dans une grande partie du monde arabe les réactions ont été vive allant jusqu'à mettre en cause les gouvernements en place de ne pas se montrer sur la situation catastrophique dans la bande de Gaza. Les mobilisations de l'Indonésie au Maghreb, de Londres à Madrid, et à Bruxelles, témoignaient d'un élargissement d'un mouvement qui n'est pas sans rappeler la vague de protestations planétaire de 2003 contre l'invasion de l'Irak. En France les mobilisations se sont démultipliés du 30 décembre 2008 jusqu'à la semaine dernière avec un point culminant le 10 janvier réunissant 250 000 personnes dans les rues pour exiger le cessez le feu. Lors de la mobilisation les jeunes étaient loin d'être absent de la partie.

Face à ces mobilisations, Sarkozy a joué l'illusion : il se déplace au Proche-Orient, et rencontre la ministre israélienne des Affaires étrangères sans dénoncer le mépris dont elle a fait preuve quand elle affirme « la situation humanitaire à Gaza est exactement ce qu'elle devait être »... Sarkozy a ensuite dénoncé l'importation du conflit en France en montant en épingle les quelques actes contre des synagogues, certes inacceptables, pour remettre en cause le droit à la solidarité et à l'exigence de la paix revendiqué par des milliers de personnes dans ce pays.

Pourtant lors du 8 et 9 décembre, alors que Sarkozy était encore président de l'Union européenne, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères que présidait Kouchner, ceux-ci ont réaffirmé « conformément à l'engagement politique (...) pris le 16 juin dernier » leur « détermination à rehausser le niveau et l'intensité » des relations entre l'UE et Israël. Cette décision a été prise en contradiction avec le parlement européen du 3 décembre où les groupes parlementaires de la Gauche unie européenne (GUE) et des Verts avait repoussé le vote qui prévoyait le renforcement des relations entre l'Union européenne (UE) et Israël.

Ces relations privilégiées entre Israël et l'Union européenne éloignent de plus en plus la mise en place d'un processus politique pouvant aboutir sur une paix juste et durable au proche orient. Aujourd'hui encore, après le cessez le feu, Israël tente de faire de l'Union européenne la gardienne des frontières entre l'Egypte et la bande de Gaza, l'obligeant ainsi à prendre son parti.

La responsabilité de l'Union européenne n'est donc plus à démontré dans ce conflit. Cependant, mais de façon moins directe, ce n'est pas le seul point rouge au quelle l'Union européenne a à traiter dans la période. Le traité de Lisbonne, le processus de Bologne, ont tous pour principe de base la concurrence libre et non faussée. En vertu de ces textes, les pays de l'Union européenne ont du harmoniser leur législation, ont des conséquences dramatiques sur les jeunes européens.

En Grèce, les mouvements n'ont cessé d'exploser. En 2006, déjà plus de 160 universités et hautes écoles ont été bloquées par des étudiants dans tout le pays. Le but : dénoncé une loi cadre de « modernisation du système de l'enseignement supérieur grec » proposé par le ministre de l'éducation et des religions de l'époque. Alors que l'enseignement était totalement gratuit et public en Grèce, cette loi avait pour but la remise en cause du droit d'asile académique qui assurait la liberté d'expression et de circulation des idées dans tout les lieux académiques avec la création d'une commission des recteurs, la limitation du droit au redoublement à deux ou trois fois selon les facultés, une modification du régime des bourses

étudiantes, la révision du budget des universités avec l'entrée de fonds privés, etc. Cette réforme n'est pas absente du malaise sociale et du ras le bol en Grèce dont témoignent les émeutes remettant en cause le gouvernement en place. Les émeutes, dont l'allumette fut le meurtre d'un jeune de 15 ans, témoignent d'une impossibilité pour les jeunes grecs de se projeter dans l'avenir : université payante, impossibilité avant 30 ans d'acquérir son autonomie,... A tout ceci s'ajoute l'absence de boulot ou quand on a de la chance un boulot à 700 euros le mois après plusieurs années d'études. Cette génération de 700 qui se définit comme « *des jeunes, jusqu'à 35 ans, représentent une majorité silencieuse de citoyens sous-payés, surchargés de travail, endettés et fragilisés* », on ne la retrouve également en Italie avec les « milleuristes ». Et la encore, ces problématiques d'emplois, de chômage, de précarité sont liées à la réforme de l'éducation. Depuis le mois de septembre les mouvements n'ont cessé en Italie atteignant leur point culminant le fin octobre 2008 avec un million de personne dans les rues. Etudiants, lycéens, enseignants du primaire comme de l'université se sont mobilisés pour dénoncer les restrictions budgétaires prévues pour l'année 2009. Cette loi cadre a pour objectif une baisse de 8 milliards d'euros pour l'éducation en Italie, le rétablissement d'une note de conduite, la mise en place de l'enseignant unique pour les classes de primaires, la suppression de 130 000 postes dans l'enseignement (hors université). Autres mesures : la transformation en fondation de droit privé des universités publiques, alors qu'elles sont déjà touchées par une diminution des crédits d'environ 2 500 millions d'euros par an. En revanche, le gouvernement financera les écoles privées. Plus de 100 000 étudiants ont battu le pavé pour dénoncer cette loi cadre.

Ceci n'est pas sans nous rappeler notre actualité nationale ou depuis un an les lycées, les profs, les étudiants, les parents d'élèves battent le pavé contre les suppressions profs, la réforme du bac pro ou la réforme des lycées, les suppressions du rased,... du 8 avril 2008 et ceci jusqu'à janvier 2009 nous n'avons cessé de nous mobiliser pour pouvoir nous construire un avenir décent.

Le mouvement dans les universités

Impulsé par les enseignants-chercheurs depuis la fin du semestre dernier, ce mouvement se porte principalement sur deux revendications : l'abandon du projet de modification du décret de 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs d'une part ; la remise à plat du projet de masterisation des concours de l'enseignement.

Depuis cette semaine, le mouvement s'est étendu aux étudiants. Les revendications sont les mêmes que celle des enseignants-chercheurs, mais d'autres commencent à s'ajouter, sur les aides sociales en particulier. L'UNEF, SUD, la FSE et l'UEC sont au cœur de ce mouvement et poussent à la mobilisation sur des axes et des formes assez convergentes pour le moment.

L'UEC a décidé la mise en mouvement des étudiants à son CN des 24 et 25 janvier. Elle a rédigé un appel et récolte actuellement des signatures. Parmi les premiers signataires, on retrouve l'UNEF, le MJS, le SNESUP. Le PS et le PG devraient suivre. Les objectifs sont notamment de réaliser une double unité : étudiants / enseignants ; forces politiques / forces syndicales et de cadrer les revendications d'un mouvement qui part à l'heure actuelle en ordre dispersé.

Dans un premier temps, nous voulons donc élargir à des revendications étudiantes tout en reprenant en leitmotiv l'idée que contrairement aux milliards distribués par le gouvernement à quelques banques, rien n'est donné aux universités ou aux étudiants. Il s'agit de faire dès le début du mouvement le lien avec les travailleurs : dans une période où l'action de la droite face à la crise fait monter la colère de l'ensemble de la population la jonction mouvement des salariés – mouvement étudiant doit être un objectif de premier plan. La lutte contre le CPE n'est d'ailleurs pas si loin que ça.

L'état actuel du mouvement est encourageant : plus de 100 AGs ont eu lieu cette semaine et plus de 40 000 étudiants ont manifesté jeudi 29. Parmi les facs les plus mobilisées, on notera

Bordeaux 3 qui a tenu une AG à 1300 étudiants et enseignants-chercheurs et Toulouse 2 (1000). La mobilisation monte plus doucement dans certaines facs comme à Montpellier (200) et Nantes (300) et est déjà plus développée à Saint-Etienne (600) et Rennes 2 (650). Lundi prochain, le mouvement va franchir une nouvelle étape avec la grève des enseignants-chercheurs dans de très nombreuses universités.

En ce début de mouvement, l'UEC, tout en développant des gestes permettant l'élargissement de la mobilisation, poursuit son travail d'information des étudiants sur le fond des problématiques de l'enseignement supérieur : du LMD à la LRU et ses suites comme le plan Licence et le plan Campus. L'objectif à plus long terme est bien de convaincre sur la dangerosité de ces réformes et d'y opposer un contre-projet basé sur le renouvellement des liens de l'Université avec le travail et la société dans son ensemble.

Ce débat de fond sur un projet pour l'Université sera d'ailleurs au cœur de la conférence nationale de l'UEC qui se tiendra les 20, 21, 22 février ici même. Le but de cette conférence est de faire le point sur le projet politique de l'UEC, de développer son action, d'amplifier son intervention sur les facs. C'est aussi un grand moment de rencontre et de partage des expériences des secteurs pour qu'au lendemain chacun soit plus confiant et plus armé pour organiser le débat et la lutte dans son lieu d'étude : une centaine d'étudiants communistes y débattent pendant trois jours.

C'est par ailleurs un moment très important pour l'ensemble du MJCF qui doit mobiliser les étudiants dans le cadre de ses batailles. Dans ce cadre, et puisque cette conférence n'étant pas un moment décisionnel de l'UEC mais une étape pour construire sa réflexion et son action politique, celle-ci est ouverte à tout membre du MJCF, mais en particulier à tout étudiant non membre de l'UEC et aux lycéens qui le souhaiteraient. Nous y reviendrons dans le débat mais vous avez d'ores et déjà l'ordre du jour à votre disposition.

Education et question sociale

Les jeunes sont en recherche d'espoir, exige le droit de se projeter dans l'avenir, le droit à une autonomie de penser, d'être acteur de leur vie comme du reste. Et même si les cadres qui leurs sont offerts ne sont pas favorables à ces exigences, les jeunes s'imposent. Et le gouvernement le sait : Il a peur du syndrome de la jeunesse grecque et italienne : que la lutte contre les réformes éducatives ne se transforme en étincelles de futurs mouvements sociaux, qui touchent aux inégalités, à la précarité, etc. Le recul de Darcos en décembre sur la réforme, la nomination de Richard Descoings pour mener de nouvelle concertation,... sont autant de moyen pour le gouvernement de faire redescendre la pression sociale qu'il craint. Il nous faut prendre en compte la défaite de l'Italie où le gouvernement est parvenu à isoler le syndicat le plus combatif, la CGIL.

Déjà fin octobre 2008 *le figaro* l'annonçait : hausse du chômage de 1,4% pour les moins de 25ans, classe d'âge la plus touchée. Au troisième trimestre 2008, le chômage des 18-25 ans est monté à plus de 18%.

Et depuis, ce chiffre n'est pas allé en s'améliorant : +4,3 pour les seniors, de même que pour les Rmistes, +5,6 pour les chômeurs de longues durées, et +9,5 pour les jeunes.

En constante augmentation depuis le mois d'août, le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits dans les fichiers du Pôle Emploi touche un sommet. Le chômage de longue durée qui les affecte remonte de 17,3 % en un mois et de 16,4 % sur un an. Les jeunes représentent, fin novembre, 21,1 % des chômeurs en France.

Ceci n'est pas prêt de s'arranger l'Insee annonce déjà 150 000 chômeurs en plus lors du premier semestre de 2009, et cela alors que la population âgée de 15 à 59 ans a diminué à nouveau de 61 000 personnes, sous l'effet du départ à la retraite des générations nombreuses du baby-boom.

Cette remontée du chômage s'est essentiellement traduite par une violente contraction des emplois en contrat à durée déterminée (CDD) et des missions d'intérim. Avec, pour

conséquence, une hausse spectaculaire du chômage des jeunes, principaux concernés par ces emplois précaires.

Mais après avoir réduit la voilure de ce côté et, dans l'industrie, usé massivement des possibilités de chômage technique à l'occasion des fêtes de fin d'année, il y a tout lieu de craindre que les entreprises commencent à « taper dans le dur », en supprimant des emplois en contrat à durée indéterminée (CDI).

Le chômage des jeunes dans le reste de l'Europe est préoccupant.

Déjà en 2007, selon un rapport présenté en février par la Commission européenne, le chômage des jeunes était « un grave problème » dans de nombreux pays de l'Union européenne, le taux de chômage chez les jeunes Européens a atteint 17,4% en 2007. Certes, il a globalement diminué l'année dernière, « mais essentiellement sous l'effet de sa diminution significative dans un petit nombre d'Etats membres (Pologne, Bulgarie, Pays-Bas et Espagne), tout en augmentant dans plusieurs autres pays ». Bruxelles souligne ainsi que « les jeunes restent deux fois plus exposée au chômage que l'ensemble de la population active ». Le risque pour les jeunes européens de se retrouver sans emploi est « deux fois plus élevé » que dans le reste de la population active.

Mobilisations sociales :

Passons au climat social. Jeudi 29 janvier, il vient de se passer quelque chose. Un truc vient de perturber la routine un peu plan plan de ces derniers mois qui consistait à voir une réforme antisociale de Sarkozy, une petite réaction des gens concernés, l'indignation de l'opposition, le passage en force et puis hop, une nouvelle réforme antisociale.

Mais jeudi, y'a un truc qui s'est passé, quelque chose d'impressionnant, d'exceptionnel, de miraculeux : Sarkozy s'est tu.

Silence radio. Toute la journée du 29, ni du président, ni de l'UMP, juste le minimum en soirée pour dire que le président de la République est « attentif aux angoisses des français ».

On est loin des provocations du Président qui consistaient à annoncer l'installation du service minimum à la fin d'une mobilisation (retrouver la date).

En plus de la manifestation, la grève, elle aussi, était d'ampleur (plus de 40% de grévistes dans les transports publics), des milliers de salariés du public, du privé ont arrêté de travailler pour participer à cette grève « générale ».

D'ailleurs, les éditorialistes ne s'y trompent pas. Pour eux, il faut « remonter loin » pour voir une mobilisation (grève + manifestation) de cette ampleur. Mais personne ne peut donner une date précise, seul *Libération* dans un délire post-gauchiste, évoque mai 68 comme référence potentielle.

Si cette journée du 29 a été une réussite, les suites du mouvement contiennent moult contradictions, qu'il faudra dépasser.

Car cette mobilisation ne tombe pas du ciel. Elle vient faire suite à toute une série de mobilisations depuis plus d'un an dans toutes sortes de branches, d'entreprises, de lieux.

De la santé au travail social, de l'éducation à la justice, de l'information à la culture, de l'automobile aux éboueurs.

Partout dans le monde, notamment avec la crise financière (mais pas que) des salariés se mettent régulièrement en grève, manifestent, ici contre la délocalisation d'une entreprise, là pour de meilleures conditions de travail et tous pour de meilleurs salaires ! En Guadeloupe, un mouvement de grève générale est en œuvre depuis des semaines contre la vie chère et pour la hausse des salaires. En Italie, le 13 décembre dernier a eu lieu une grève générale d'ampleur à l'appel de la CGIL.

Retour en France, récemment, il vient de se créer « un appel des appels » qui tente d'unifier tous les collectifs de luttes contre les réformes du pouvoir en place et qui veut se doter d'un terreau de propositions communes et partagées.

La journée du 29 est donc un aboutissement de toutes ces luttes orphelines ; un moment fort de convergence, aidé par l'unité syndicale, qui donne à voir la réalité de l'étendu du conflit de classe en ce moment.

Le piège s'ouvre. Car il serait malheureux que la mobilisation future passe d'abord par une journée comme le 29. Car de l'espoir qu'à fait naître cette journée, c'est la déception qui peut arriver.

Tout le défi des centrales syndicales va être alors de continuer le travail de fourmi, de défense des salariés, dans un contexte de criminalisation de l'action collective, en réussissant à faire la démonstration que le 29 janvier n'est pas un coup d'épée dans l'eau, mais bien le point de départ d'une conscience collective qui comprend que personne ne lutte seul.

Et à ce jeu, la bourgeoisie utilise sa meilleure arme : la division. On entend déjà que les revendications des salariés du privé ne sont pas les mêmes que celles des salariés du public. Que les manifestants de l'Education nationale constitue un mouvement à part. Et que ce qui prime, ce n'est pas de répondre aux revendications, mais de répondre à l'angoisse.

Quoi qu'il advienne, cette journée peut donner du baume au cœur aux milliers de salariés en lutte partout en France et en Europe. Déjà, le rapport de force n'est plus exactement le même après cette journée entre les syndicats et le gouvernement, mais si cette journée est vécue comme un encouragement pour tous les salariés pour continuer et intensifier la lutte, alors ce rapport de force pourrait tourner (enfin) à notre avantage.

Liberté

Face à la montée de la question sociale, qu'elle ait pour visage celui du travailleur, du jeune ou du migrant, le gouvernement montre les crocs de la répression. Une attitude qui n'est pas que française. Les organisations avec lesquelles nous entretenons des liens fraternels sont également touchées. Lors d'une rencontre à Colonel-Fabien, un camarade colombien nous faisait état de la difficulté de militer à la fac, dans son pays. Au Sénégal, dans la région de Kédougou, notre camarade Samuel, membre de l'UJDAN est avec dix de ses camarades dans les geôles d'Abdoulaye Wade.

En Europe, la répression s'est abattue sur le mouvement de jeunes en Grèce, tuant un jeune, Aleksis. En France, lors d'une manifestation devant l'ambassade de Grèce, c'est le jeune communiste val-de-marnais, Kevin, avec cinq autres jeunes a été arrêté et est passé au tribunal. Pour les prévenus, 500 euros d'amende, et deux d'entre eux ont entre un et deux mois de prison avec sursis. Dans le nord, Nicolas responsable du réseau lycéen a été arrêté alors qu'il retournait au métro. Quentin a pris des coups de la part des policiers, au sortir de la manifestation de jeudi. Dans le Pas-de-Calais, c'est Simon qui a fait l'objet d'une tentative d'intimidation de la part des RG, pour le dissuader de mener la lutte dans son bahut.

D'autres militants sont touchés. Lounis Ibadioune dans le vingtième, membre du PCF et du livre-CGT est poursuivi pour la vente de l'Humanité Dimanche.

Et pourtant... Nicolas se pare du doux mot de liberté. Qu'elle soit individuelle ou d'entreprendre, de réussir ou de se projet dans l'avenir. Une liberté dont il détourne le sens, comme avec tant d'autres notions venues de gauche. Une liberté dont il détourne le sens pour en faire un synonyme de libéralisme.

Ainsi lors du discours de Saint-Lô sur l'éducation, où il nous a nommé un haut commissaire (sans rire) à la jeunesse Martin Hirsch et un « monsieur Lycée » Richard Descoing, il expose sa politique de la jeunesse en en faisant une politique de liberté. « *Le projet qui est le nôtre, c'est de travailler autour d'une idée, la première demande des jeunes, c'est celle du droit à l'autonomie. Toute la politique de la jeunesse du Gouvernement doit être conduite autour de*

cette idée de renforcer l'autonomie des jeunes. Pourquoi ? Parce que quelqu'un à qui on donne les moyens de son autonomie, c'est un jeune qui devient libre de faire des choix mais il devient aussi responsable. Il n'est pas question de penser que l'autonomie c'est uniquement la liberté, la liberté sans responsabilité n'existe pas. »

Chez lui, liberté s'accompagne nécessairement de responsabilité. Une liberté qui réside dans le choix. Des choix qui sont déifiés. Entraînant un refus du droit à l'erreur, ce qu'il appelle « responsabilité ». Quels sont les moyens qu'il veut donner aux jeunes ? Au moment de la discussion de l'accord sur l'Unedic, certains syndicats modérés et le gouvernement prônaient un « droit au chômage », en fonction du temps de travail salarié effectué par l'étudiant pendant ses études. Si l'on veut on peut, c'est l'individualisation de la réussite, sans réfléchir aux conditions collectives de celle-ci qui est mise en avant. Ce que nous pointions déjà en septembre 2007 dans notre introduction de Conseil national.

La liberté, c'est le choix, selon Nicolas Sarkozy. En fait dans cette société, on en reste au règne de la liberté formelle. Liberté d'étudier, quand on va augmenter les frais d'inscription. Liberté de voyager quand il faut travailler plus ou qu'on n'a pas les moyens de partir en vacances. Liberté de choix quand le gouvernement voudrait orienter au plus tôt

Si nos libertés publiques sont attaquées quand le pouvoir voit monter la question sociale, c'est que liberté et égalité sont intimement liées. Que si nous voulons la pleine réalisation des individus, leur permettre d'être libre. Non pas seulement de « naître libres et égaux en droits », mais d'être égaux dans la réalisation, l'usage de ces droits. C'est dans ce sens que le droit à la culture, par exemple, nous l'entendons comme celui de l'accès au musée – gratuit ou non- mais aussi comme une sensibilisation à la culture, pas seulement en étant spectateurs mais producteurs. C'est dans ce sens que le droit à une formation choisie s'accompagne par un parcours commun à l'école, au collège, au lycée pour ne pas être, très tôt mis sur des rails dont on ne peut dévier. C'est dans ce sens que le droit au travail, nous souhaitons qu'il soit accompagné des moyens de s'y insérer convenablement. C'est le sens de l'allocation recherche de premier emploi, pour ne pas être obligés tout de suite en sortant des études de prendre le premier travail venu si l'on n'est pas aidé, ou qu'on n'a pas envie de l'être, par ses parents.

Rôle de la JC dans la période

Nous le voyons, nous vivons actuellement une période de forte agitation politique et sociale. Le mécontentement de la population et notamment des jeunes grimpe en flèche, cependant, il reste difficile de savoir aujourd'hui exactement sur quoi il va déboucher.

Si la crise a apporté aux yeux des peuples un démenti cinglant à celles et ceux qui prêchaient la « mondialisation heureuse », si un doute profond a envahi les peuples quant à la capacité du système à répondre aux besoins humains, ce doute et cette colère ne produiront pas comme par miracle une issue politique.

Cette crise, qui est une crise de développement, place les forces communistes et anticapitalistes face à leurs responsabilités d'un triple point de vue : un, celui des luttes, deux, celui de la bataille des idées conçue à la fois comme révélation, comme explication des causes de la situation actuelle et comme recherche et propositions de contenus alternatifs, et trois enfin sur celui de l'issue politique.

Il s'agit aussi pour notre Mouvement de conjuguer ces trois aspects. La crise économique n'empêche pas la brutalité de la droite. Elle la renforce au contraire. Éducation, santé, logement, institutions... les réformes continuent de pleuvoir. Seulement, Les organismes internationaux, les divers cabinets d'analyses sociales, les gouvernements européens, le patronat, tous font un seul et même diagnostic : il existe dans toutes les sociétés européennes

une montée de l'exaspération sociale. La situation de la jeunesse grecque, de ces diplômés à 800 euros sans espoir, maltraités par le système, est celle de la jeunesse européenne. En France, la mobilisation des lycéens a fait reculer provisoirement Darcos.

Dans cette situation, la question de la division est une question vitale pour le pouvoir. La reculade sur la réforme du lycée de décembre puis sur les Rased en est le symptôme. Pris isolément, le pouvoir pense pouvoir contenir les professeurs, les élèves, les étudiants, les parents d'élèves. Ce qu'il craint par-dessus tout, c'est la cristallisation d'une contestation transversale, c'est que tel ou tel mouvement de la jeunesse, des salariés de l'automobile ou encore de l'audiovisuel public prenne la dimension d'une contestation de société.

Il nous faut donc trouver la bonne porte d'entrée. Rappelons-nous le CPE. C'est lorsque les jeunes font la démonstration que les attaques qui leurs sont faites touche l'ensemble de la société, qu'ils sont capables de mouvements victorieux. C'est bien ce que la droite redoute le plus.

Nombre de lycéens jeunes communistes nous font part du profond malaise ressenti chez leurs camarades, poussant jusqu'à la haine et parfois des comportements destructeurs.

De nombreux lycéens restent mobilisés et en attente de l'après 29. Sarkozy et Richard Descoings ont d'autre part repris le dossier de la réforme de l'éducation avec la volonté de le boucler dans les prochains mois.

Le Conseil National pourrait dans les prochaines semaines, dès lundi impulser prioritairement l'activité du Mouvement sur les lycées, et les universités, comme nous l'UEC a déjà commencé à le faire. Nous l'avons vu plus haut : la grogne monte dans les universités et pourrait rapidement prendre de l'ampleur. Le mouvement lycéen lui souffre d'un manque de souffle, de propositions alternatives sur la réforme de l'éducation. Ce pourrait être notre participation à la mobilisation sociale actuelle. Avec notre particularité, qui est de lier politique éducative et question sociale.

Nous pourrions dans un premier temps dès lundi si le CN en est d'accord, contacter l'UNL, la FIDL et les orgas politiques de jeunesse de gauche pour leur proposer un appel commun portant comme exigences premières l'arrêt définitif des suppressions de postes et de la mise en œuvre du projet de réforme Darcos en défonçant sa nature. La commission éducation a aussi commencé à enrichir nos propositions dans le cadre de la bataille nouveaux droits autour de 4 grands axes:

Droit à la citoyenneté

Droit de choisir son parcours de vie

Droit à une éducation de qualité

Droit être scolarisé dans de bonne condition nous pourrions structurer cet appel autour des 4 axes.

D'autre part, dans nos initiatives, nous avons besoin d'aider à la convergence, à la compréhension des enjeux d'ensemble auxquels sont confrontées les luttes et notre société. Un 4 page national pourrait sortir dès la semaine la prochaine pour aborder la question de l'attaque généralisée contre l'éducation et faire le lien avec la situation de l'ensemble de la jeunesse.

Une fois de plus, en période de crise économique, les jeunes sont les premières victimes des conséquences. Premier bastion à occuper les emplois précaires, les cdd et contrats intérimaires, ce sont actuellement eux qui font office de variable d'ajustement.

Sarkozy, dans son discours de Saint-Lô a aussi décidé de s'attaquer à la situation de la jeunesse sur le thème de la liberté et de l'autonomie. Une fois de plus les angles que prend la droite dans la bataille d'idées nous conforte dans notre choix de campagne sur les nouveaux droits pour les jeunes. L'annonce de l'accès gratuit au musée pour les moins de 25 de Sarkozy en est aussi l'illustration.

Nous pourrions aussi faire monter l'exigence de la mise en place des trois allocations différenciés que nous proposons, notamment celle sur l'accès au premier emploi.

Le mois de mars sera aussi celui de notre initiative sur la semaine de la laïcité décidé en ANA dont nous parlerons demain matin.

La commission monde aura aussi a travailler différent matériel notamment une note sur le conflit israélo palestinien pour permettre à tous les jeunes communistes de bien s'approprier les enjeux.

Enfin, nous aurons 2 CN d'ici l'ANA. Le prochain pourrait avoir lieu le 7 et 8 mars. Nous pourrions le consacrer aux élections européennes et à la mise en place du travail des commissions pour le travail de réflexion et d'enrichissement de notre projet sur les nouveaux droits pour les jeunes.

Nous proposons au CN que l'ANA se tienne le samedi 9 et dimanche 10 mai. Nous le verrons cet après midi avec le bilan orga, le Mouvement se redéploie. Le vendredi 8 mai pourrait être consacré à une journée de formation des nouveaux animateurs du Mouvement comme nous l'avions fait après le CPE en 2006.

Introduction sur l'organisation

Avant d'entamer l'exposé sur le bilan organisationnel de notre mouvement et la proposition d'un plan de renforcement, replaçons dans le contexte ce travail essentiel et nécessaire pour notre mouvement. Le dernier bilan orga effectué date de 2006, en 2007 nous n'avons pu produire ce travail par le manque de rigueur des fédérations à renvoyer les questionnaires indispensables à la réalisation d'un tel bilan, mais aussi à la réduction des moyens sur l'organisation. Je rappelle aussi que nous avons lancé le travail de bilan courant 2008 et que nous ne pouvons présenter les résultats qu'aujourd'hui par la difficulté toujours présente de remontée des informations des fédérations. Il s'agit donc aujourd'hui pour le conseil national de travailler sur un bilan de notre organisation et à partir de celui-ci d'en sortir un plan de renforcement adapté à la réalité du mouvement jeunes communistes. Commençons donc par le bilan.

I/ Bilan

Comme je le disais en introduction, une des grandes problématiques rencontrées est celle de la remontée des informations. Depuis le lancement des questionnaires orga en juillet 2008 nous avons reçu à ce jour 24 questionnaires alors que nous sommes présents dans 55 départements. Ce chiffre est le même qu'en 2006. Cependant il y a des évolutions en terme de présence, cela est dû notamment à la non pérennisation de certaines fédérations reconstruites après le CPE, nous sommes présents dans de nouveaux territoires et avons par contre parfois perdu une présence là où nous étions implantés. Le départ d'animateur est souvent une cause de perte d'activité dans un département, un mouvement de jeunesse comme le notre est particulièrement enclin à ce genre de problèmes. A noter que nous avons vu 14 nouveaux départements se mettre en mouvement dans les trois derniers mois.

Globalement, nous pouvons estimer le nombre d'adhérents à notre organisation autour de 10 000 jeunes répartis dans les 55 départements où nous avons de l'activité mais aussi dans d'autres territoires où nous avons des adhérents isolés. L'ensemble des 95 départements métropolitains compte un ou plusieurs jeunes adhérents au mouvement. Voici ce qui l'en est généralement, voyons maintenant le détail.

A. Structuration

Commençons par la structuration des jeunes communistes dans leur département. Nous avons adopté au congrès de 2006 une démarche : s'organiser au plus près de la vie des jeunes, et de cette démarche découle un mode de structuration. La structure la plus locale est le groupe. Il réunit des lycéens d'un même établissement, des jeunes travailleurs d'une même entreprise, des jeunes d'un même quartier... Nous comptons actuellement 28 groupes majoritairement de lycéens sur les 24 fédérations qui ont renvoyées le questionnaire. La création de ces groupes est très hétérogène, certaines fédérations n'ont pas constituées de groupes alors que d'autres en compte plusieurs dans le département. Comme je le disais, tous les groupes sont dans des lycées, nous voyons une réelle difficulté à structurer à une petite échelle les jeunes communistes qui ne sont pas lycéens. La structuration en groupe est donc dépendante aussi de la composition des Unions de ville. Le groupe reste le niveau de structuration le moins approprié et le moins rependu dans l'organisation. Il faut donc que nous travaillions à l'aide à la construction de cet échelon dans les Unions de villes.

En ce qui concerne les Unions de ville. Nous en comptons une centaine aujourd'hui. Par rapport à 2006 nous sommes en nette progression. Nous passons d'une union de ville par département à plusieurs dans le même dans plusieurs fédérations, y compris dans des fédérations reconstruites depuis peu. Cette progression montre un saut qualitatif dans les fédérations concernées, en termes de structuration et en nombre d'adhérents. En effet, nous pouvons voir grâce à la comparaison avec 2006 que les fédérations qui démultiplient les UV

passent un palier en nombre d'adhérents, nous confirmant que le niveau de structuration local est important pour le renforcement de notre organisation. Cette progression est aussi synonyme de création de nouvelles fédérations. En effet, nous abusons souvent à tort du terme fédération. Quand dans un département, des jeunes communistes sont organisés sur une seule ville, ce n'est pas une fédération. Mais attention, les Unions de ville ne sont pas moins légitimes que les fédérations. Il faut que nous soyons plus rigoureux sur les termes que nous employons pour avoir une meilleure vision de notre organisation. Cela nous permettra même d'avoir un meilleur travail qualitatif avec les jeunes communistes dans le besoin d'améliorer la structuration. La création d'unions de ville a donc fait passer des départements au stade de fédérations. Par contre, très peu d'Union de ville sont dotées d'une coordination propre. Souvent un jeune communiste est responsable de l'UV mais très peu sont entouré de trésorier, responsable à l'orga...

Regardons maintenant les responsabilités aux niveaux départementales.

En ce qui concerne le Coordinateur départemental, 4 fédérations n'en n'ont pas sur les 24 qui ont renvoyées le questionnaire. Les raisons sont diverses mais nous pouvons dire que globalement cette responsabilité est donc très bien appropriée dans notre organisation, sauf problèmes exceptionnelle, c'est une responsabilité attribuée et qui semble ne pas produire de flou autour d'elle.

La coordination départementale est elle aussi très majoritairement existante, sauf dans les fédérations en re ou construction. Elle va de 3 personnes à 10. Les responsabilités régaliennes sont les composantes les plus rependues : orga, tréso, com, lycéens, formation et UEC. Parfois lorsqu'ils en existent le responsable JT ou les responsables d'UV sont inclus dedans. Il ne semble donc pas y avoir de problèmes sur le fait de se doter d'une coordination départementale et sur le besoin qu'elle représente pour aider à l'organisation des jeunes communistes d'un même département.

Pour ce qui est du conseil départemental, cette instance est beaucoup plus complexe. Elle n'existe largement pas partout et elle prend beaucoup de forme différente. 12 fédérations n'en n'ont pas, c'est-à-dire plus de la moitié des fd qui ont répondues. Et quand il existe, les exemples sont très hétérogènes. Cela va du conseil d'animation restreint aux responsables fédéraux à l'assemblée générale réunissant tous les jeunes communistes du département en passant par un conseil des principaux animateurs du département. Sa réunion varie donc en fonction de sa composition, cela va d'1 fois par an à deux fois par mois. Cette diversité nous pousse à penser qu'il faut retravailler sur cette instance, redonner la définition et l'utilité d'un tel conseil. Non pas pour gommer toutes les possibilités mais pour faire en sorte que sa fonction ne soit pas inexistante dans un maximum de département.

Pour ce qui est des responsabilités les plus rependues, celle de l'organisation semble être la plus floue pour les jeunes communistes. Elle n'est pas attribuée dans toutes les fédérations y compris certaines structurées et il faut que nous fassions un véritable travail pour son appropriation dans notre mouvement. La responsabilité de la trésorerie est elle très majoritairement existante, mais attention cela n'est pas gage d'une réelle préoccupation de la vie financière dans les fédérations ! Les autres responsabilités comme la formation, la communication, les lycéens, JT ... dépendent de la situation de la fédération, de sa structuration et de ses dynamiques ainsi que des envies des jeunes communistes. Cela n'est pas nouveau dans le mouvement, il faut que nous approfondissions le travail sur les responsabilités au sein de l'organisation, pour progresser dans leur attribution mais aussi et surtout en termes qualitatif.

Pour ce qui est de nos nouvelles batailles de structurations chez les jeunes travailleurs et dans les quartiers populaires, très peu de fédérations ou d'union de ville mènent réellement une activité dans ce sens. Quelques groupes de travail départementaux existent dans un petit nombre de fédération. Il est évident que dans les unions de ville peu structurées, des groupes

de ce type n'existent pas. Il faut donc poursuivre le travail sur ces problématiques grâce aux groupes nationaux, qui rencontrent eux même des difficultés. Il ne faut pas perdre de vue nos objectifs tout en collant près de la réalité des départements.

Voyons maintenant ce qui nous permet en outre de mesurer notre structuration, je veux bien sûr parler des cartes d'adhésions ! Les cartes, la majorité des adhérents en sont en possession. La remise de cartes est encore traditionnellement organisée en début d'année mais les pratiques diffèrent pour les remettre. La première réunion de l'année semble être la façon la plus rependue. Peu de fédérations organisent vraiment un dispositif, cela se fait aléatoirement. Le porte à porte est cité aucune fois. La remise de carte n'est donc pas souvent organisée de façon ambitieuse. Pour les nouvelles adhésions, elles se font majoritairement durant les mouvements de grande ampleur type manif lycéenne ou mouvement CPE. Les initiatives et réunions de la JC semblent être aussi des moments privilégiés pour faire des adhésions. Cela démontre que la carte devient plus un outil traditionnel. Nous devons nous attacher à redonner toute la dimension de la carte d'adhésion et son intérêt pour notre organisation. Poser la question de l'adhésion n'est jamais anodin, cette question de l'adhésion n'est en effet pas une simple formalité administrative à remplir, mais bien un geste politique à part entière. Dans une société où la division et le fatalisme pèsent, où les tenants de l'ordre établi tentent chaque jour de distiller un peu plus l'idée qu'on ne peut rien, la force d'une organisation comme la notre est justement d'offrir la possibilité aux jeunes de construire ensemble des espaces de débats, de résistances, de constructions et de propositions. Pour cette problématique, nous avons les mêmes difficultés en 2006, il n'y a pas de progression ou de régression, le travail est donc à continuer.

Enfin pour les cotisations, cette problématique est traitée de façon très diverse. La préoccupation n'est pas forcément partagée, les copains ne sont pas tous à l'aise avec cette question et comme nous le verrons tout à l'heure dans la discussion sur la vie financière, les résultats ne sont pas à la hauteur de nos ambitions.

B. activité

Après ce tour d'horizon de la structuration des jeunes communistes, voyons ce qui tient de leurs activités.

La diff de tracts, les collages, débats, concert, repas sont les initiatives les plus rependues dans l'organisation. Des initiatives culturelles sont souvent organisées, comme des projections de film, on sent une envie particulière sur cette thématique...

Les JC n'interviennent pas majoritairement dans les politiques locales. Cependant quand c'est fait les thématiques les plus partagées sont les transports, les sans-papiers et le logement.

En ce qui concerne les jeunes communistes en mouvement par rapport au nombre d'adhérents, cela va de 20% à 2/3. Le nombre médian est autour de 40%. Plus les fédérations sont grandes et moins le nombre de jeunes communistes en mouvement est important, ce qui n'est pas négatif au contraire mais synonyme d'un grand rayonnement dans la ville ou le département. Ce sont les petites fédérations qui ont le plus d'adhérents qui militent régulièrement, voir 100 % quand elles viennent juste de se reconstruire.

Comme nous le savons, la demande en formation est générale et dans les questionnaires, cette préoccupation est bien présente. Seules les très petites fédérations n'en n'organisent pas. Les cycles vont de une par an à une par mois. Les thématiques abordées très fréquemment sont le marxisme, l'économie, l'histoire du mouvement social. On voit à travers ces thèmes la volonté des jeunes communistes d'être instruit sur notre histoire, et les idées que nous défendons. On voit aussi la volonté de plus en plus présente de faire des formations pratiques comme écrire un tract, la trésorerie... Il nous faut réfléchir peut être aux outils pratiques que

nous pourrions sortir pour aider à ces formations. Certaines fédérations essaient aussi de mettre en place des dossiers par thématiques pour compléter les formations.

Pour ce qui est de communiquer aussi bien en interne qu'en externe, les pratiques sont très différentes. Un petit nombre de fédérations est doté d'un bulletin interne et encore moins d'un journal, ce qui correspond plus ou moins à l'existence d'un responsable à cette question. La communication ne semble pas être une priorité pour tous les jeunes communistes, ne paraissant pas comme les premiers gestes nécessaires. Il nous faut donc insister sur cet aspect indispensable dans le mouvement et faire approprier la nécessité d'une communication efficace pour la meilleure diffusion de nos idées. Sur ce terrain nous sommes plutôt en stagnation par rapport à 2006.

Sur les campagnes nationales, le constat est assez partagé. La moitié des fédérations pensent que ces campagnes ne sont pas adaptées au niveau local, ne correspondent pas aux jeunes communistes des fédérations, alors que l'autre moitié utilise bien les tracts et matériels nationaux. La remarque la plus partagée est celle de dire que les matériels et informations arrivent trop tard pour mettre en place les journées d'actions. Certaines fédérations se sentent coupées du national par rapport aux décisions de campagnes nationales. Il revient aussi souvent la demande de plus d'impulsion et d'animation des campagnes pour aider les fédérations à les mettre en place.

Sur le Conseil National, peu de fédérations ont des remarques à faire. La majeure partie d'entre elles reprochent le manque d'informations données sur les travaux de celui-ci et sur celui des commissions. Peut de remarques sur l'écho du CN si ce n'est qu'il arrive trop tard et qu'il est trop long. Il ne semble pas lu ou pas intéressant pour beaucoup de fédérations.

Enfin en ce qui concerne les liens avec le PCF. Ils sont très développés dans quasi toutes les fédérations. LE PCF fourni la majeure partie du temps une aide matérielle et financière. Par contre pour ce qui est de l'aide et la coopération politique, plusieurs fédérations déplorent le peu de souci du PCF, souvent les jeunes communistes servent plus de mains d'œuvre que de réels partenaires avec qui construire les décisions politiques dans les fédérations. La tendance que nous connaissons est donc encore bien enracinée dans les pratiques du PCF même dans les fédérations très structurées de la JC. Par contre beaucoup de jeunes communistes sont présents dans les instances décisionnelles du PCF.

II/ Plan de renforcement

A partir du bilan que nous venons de dresser, voici le plan de renforcement que nous vous proposons.

D'abord, dans un souci d'efficacité, à partir de là où nous en sommes et au vue des moyens dont nous disposons, nous vous proposons de nous renforcer et de nous redéployer là où nous sommes. En effet, nous savons que dans certains départements nous avons un potentiel de redéploiement mais nous vous proposons de nous concentrer dans les territoires où existe déjà une présence jeune communiste pour la renforcer et lui faire passer des paliers en termes de structuration et d'activité. Cela pour ne pas éparpiller nos forces et nos moyens et être efficaces là où nous sommes.

A. Continuer notre démarche au plus près de la vie des jeunes

Le premier objectif que nous vous proposons est de continuer la démarche de structuration adoptée lors du dernier congrès à savoir s'organiser au plus près de la vie des jeunes. Cela car depuis quelques années, nous analysons que l'engagement des jeunes a pris d'autres formes que le traditionnel engagement dans un parti politique. L'engagement se fait plus ponctuellement et lorsqu'il répond directement à une problématique dans leur vie quotidienne. Le fait de se structurer au plus local nous permet ainsi d'être une porte d'entrée en politique pour un maximum de jeunes, d'impulser des mouvements victorieux, de reconstituer un lien

social qui peut mener à la prise de conscience des dominations et des possibilités de transformation et donc à la lutte. Nous devons poursuivre nos efforts dans ce sens, impulser un maximum la création de groupes dans les lycées comme cela commence mais aussi le réaffirmer dans les quartiers, les entreprises. Pour cela les groupes de travail nationaux doivent continuer d'alimenter le mouvement en matériel mais aussi outils de réflexions et ainsi permettre une activité des jeunes communistes dans les départements facilitée.

B. Augmenter le nombre d'adhérents

Nous vous proposons que notre deuxième objectif soit, en parallèle de renforcer notre structuration, une campagne de renforcement en nombre d'adhérents. Nous vous proposons de nous donner comme objectif commun plus mille adhésions dans toutes les fédérations. Non pas pour faire du nombre pour faire du nombre mais comme nous le soulignons toute à l'heure pour la remise de carte, mille jeunes en plus dans notre organisation, c'est mille fois plus de force dans les départements, de débats d'idées, d'impulsion de lutte, de diffusion de nos idées, de combat contre la classe dominante et sa propagande. Parce que mille adhésions de plus c'est du potentiel de création, de résistance face à la révolution réactionnaire. Proposer aux jeunes que nous croisons dans nos initiatives, de rester en contact et de franchir le pas de notre organisation c'est offrir toujours plus de poids à nos idées, à une construction commune, aux possibilités de s'épanouir, de se réaliser. Pour cela chaque initiative, rencontre, diffusion de tract doit être le moment de poser la question à chaque jeune avec qui nous discutons. Décomplexons-nous, la droite n'hésite plus à clamer ouvertement ses volontés de nous précarisés toujours plus, de continuer à nous asservir au service du capital, n'hésitons plus à clamer à notre tour que nous voulons en finir avec ce système qui exploite son semblable, que nous voulons construire un monde de paix, solidaire et baser sur de nouveaux rapports entre les hommes et que pour parvenir à cela il faut que nous soyons toujours plus nombreux à nous battre. C'est dans ce sens que nous renforcerons notre organisation et nos idées.

C. Bataille nouveaux droits

Dans ce cadre, la bataille nouveaux droits s'inscrit pleinement dans nos objectifs de structuration. En effet, cette campagne à aussi été réfléchi en termes structurant, mener des batailles au niveau local doit aussi permettre de nous renforcer et d'avancer dans notre structuration. Il ne faut donc pas la perdre de vue et bien la réfléchir aussi comme outils de structuration pour le mouvement.

D. Les 3 paliers à passer

Enfin, nous pouvons réfléchir après ces objectifs généraux, des objectifs plus ciblés pour les fédérations.

Le bilan orga nous permet de repérer 3 types de fédérations et unions de ville aujourd'hui dans le mouvement.

Les nouvelles fédérations ou unions de ville : nous avons eu après le mouvement lycéens un certain nombre de contact dans des départements où nous n'étions plus et qui se structurent sur une ville. Nous vous proposons d'avoir une attention particulière envers ces départements pour essayer de pérenniser les contacts avec les jeunes qui sont intéressés et qui commencent à construire le mouvement. Nous proposons que cela soit un travail plus particulier pour le secteur orga.

Les fédérations en développement : Cette deuxième catégorie à pour caractéristique d'être présente sur une ville du département. Nous pourrions avoir comme objectif d'en faire des fédérations. D'aider les jeunes communistes à renforcer la structuration là où ils sont mais aussi d'organiser les contacts ou adhérents qui habitent dans d'autres villes du territoire. Ainsi, elles pourraient passer le pallier de la fédération, avoir une adresse sur l'ensemble du

département et permettre à des jeunes éloignés de l'union de ville existante de s'organiser pour lutter aussi. Dans ce cas, le travail des suivis est essentiel.

Les fédérations structurées : La troisième catégorie est ce que nous appelons les fédérations. Nous pourrions nous concentrer à les aider au développement des structures départementales, des Unions de villes, des groupes et des activités dans les quartiers populaires et envers les jeunes travailleurs. En effet, le pallier à passer pour cette catégorie est de travailler en profondeur notre structuration et tous les potentiels qu'elle offre. Les objectifs seraient de multiplier les groupes, les unions de ville et par là même le nombre d'adhérent dans la fédération.

III/ Outils et calendrier

A. Outils structurels

Pour tous les objectifs que nous vous proposons de lancer, nous avons réfléchi des outils qui permettraient de les accomplir.

Tout d'abord voici une série d'outils structurels.

Le premier de ces outils, est le suivi. Nous avons des difficultés récurrentes sur le système de suivis. Cependant il reste un outil adapté à notre organisation. Tout d'abord, ils permettent de donner la dimension nationale aux fédérations suivies, aux camarades qui suivent, en bref d'être une organisation nationale. De pouvoir échanger avec des fédérations de partout en France, de partager les expériences de sa fédération avec d'autres fédérations, voilà un outil qui fait avancer tout le mouvement. Il faut donc que nous fassions des efforts pour que les suivis soient réellement au service de notre organisation. Pour cela nous pourrions redonner les fiches récapitulatives des suivis, relancer les fiches de compte-rendu. Dans cette continuité, la vie des départements à aussi un grand rôle à jouer, elle doit être dynamique et produire des outils tout au long de l'année au service de la structuration et du renforcement de notre organisation.

Nous vous proposons aussi de pouvoir mettre en place une formation des principaux animateurs des fédérations tous les trimestres. Cela permettrait d'offrir tout au long de l'année une formation aux camarades qui décident de s'engager, de remonter une fédération et ainsi d'accompagner au mieux les jeunes communistes dans leur responsabilité. Enfin pour commencer ce cycle nous vous proposons que le vendredi de l'ANA soit une journée dédiée à la formation des nouveaux animateurs, ce qui répond aux besoins des nouvelles fédérations que nous avons désormais en contact.

B. Outils matériels

Pour compléter ces outils structurels, nous vous proposons plusieurs outils matériels. Le premier d'entre eux serait un guide à l'usage des fédérations, partant de nos statuts, de notre structuration et donnant à voir le fonctionnement de notre mouvement. Il serait un appui pour les nouvelles fédérations mais pourrait être utile aux autres en clarifiant un certain nombre de principes d'organisation et de structuration. Nous vous proposons aussi de retravailler sur la base orga nationale pour qu'elle soit plus fonctionnelle et adaptée aux besoins des jeunes communistes.

De ressortir le livret d'accueil au MJCF et de le diffuser dans les fédérations pour les nouveaux adhérents et avoir un outil de plus à fournir aux jeunes communistes.

Enfin de pouvoir travailler des fascicules d'inventaires d'initiatives aussi bien orga que financières, pour donner à voir toutes les possibilités qu'ont les jeunes communistes et de partager les différentes idées des jeunes communistes dans toutes les fédérations.

C. Outils de com interne.

Enfin pour terminer le tour des outils, regardons ce que nous pouvons faire en matière de communication interne. Nous avons deux principaux matériels que sont le Mouv' et l'écho du CN. Ces deux bulletins ressortent depuis peu mais il nous faut améliorer leur rapidité de parution pour être plus réactif et coller de plus près aux besoins des fédérations. Le Mouv' dont l'intérêt est de montrer les différentes initiatives, thématiques travaillées dans les fédérations doit être un véritable outil de la dimension nationale, partageant les expériences et les réflexions politique.

L'écho du CN quand à lui à pour vocation de redonner les débats et décisions de notre conseil national. Il est lui aussi un agent de la dimension nationale.

Il faut donc renforcer ces deux outils, que les informations passent du national aux fédérations mais bien aussi dans le sens inverse.

D. Calendrier

En dernier lieu nous vous proposons un calendrier pour projeter dans l'année nos objectifs et pouvoir constater de leur avancement. Pour cela la première étape irait jusqu'au mois de juin avec comme point d'orgue les élections européennes. En effet les élections sont toujours des moments particulièrement propices au renforcement de l'organisation. Dans cette première étape l'ANA du mois de mai sera aussi un moment important de l'activité politique des jeunes communistes, l'occasion pour nous de montrer à voir plus particulièrement ce que travaille le mouvement jeunes communistes. Nous pourrions aussi dès à présent travailler des objectifs d'adhésions par fédérations. Enfin après l'affiche logo que vous venez de recevoir en fédération nous pourrions sortir une affiche renforcement au moment de l'ANA.

La deuxième étape commencerait avec la Fête de l'Humanité où nous aurions comme tous les ans un plan spécifique d'adhésion dans la fête. Ensuite nous lancerions dès le mois d'octobre des tables rondes régionales sur le thème de la structuration pour échanger des différentes expériences, problématiques vécues dans les fédérations. Mais aussi avancer sur les divers paliers à passer pour redéployer au mieux l'organisation. Le congrès serait la fin de la 2^{ème} étape. La préparation d'un congrès, nous le savons est un moment fort de notre activité politique, elle pourrait aussi être mise à profit pour renforcer et structurer notre mouvement. Le congrès est aussi un moment pour dresser des bilans sur nos chantiers, pointer nos avancements collectivement et nos faiblesses.

Toutes ces ambitions vont de paires avec nos moyens financiers. Nous parlerons tout à l'heure de la vie financière du mouvement. Il nous faudra réaliser les deux conjointement pour aller au bout des objectifs, être ambitieux pour le mouvement, pour les jeunes communistes et pour l'avancement de nos idées.

Introduction sur notre communication et notre journal Avant-garde.

De l'esprit de la communication :

Les enjeux de la communication :

L'offensive capitaliste depuis la chute du mur, tend à faire passer le mouvement communiste comme étant dépassé, has been, d'un autre temps, d'un autre siècle. Le capitalisme est dressé comme la fin de l'histoire.

À partir de là, le mouvement communiste, et le mouvement jeune communiste en particulier doivent redoubler d'effort pour donner à voir la modernité de leur combat.

Nos formes de communications, externes et internes, sont multiples, diffuses, incohérentes. D'une fédération à une autre, de l'union de ville au national, les façons de communiquer sont très diverses.

Par ailleurs, notre culture politique a évolué de telle sorte que la communication s'en est retrouvée affaiblie, relayée au second plan, et bien souvent peu réfléchie.

En effet, notre organisation s'est recentrée dans la dernière période sur son fonctionnement, sa reconstruction.

Pendant ce temps là les formes de communication ont évolué très vite, Internet, journaux gratuits, TV locales...

Or, étant une organisation de jeunes, nous sommes dans ces nouvelles formes de communications. Nombres de fédérations ont un site internet. Les tracts restent le moyen de communication principal. Les affiches sont aussi un outil fort de notre culture, même s'il semble moins approprié aujourd'hui.

Sur le plan de la communication interne aussi, nous utilisons bien souvent l'ensemble des nouveaux moyens de communication. Le mail et le SMS ont définitivement enterré l'envoi de courrier pour convoquer aux réunions et aux initiatives.

En outre, les formes de communication interne sont elles aussi particulièrement diverses, selon les niveaux, selon les fédérations, selon les pratiques : cela va de tout dire à tous les adhérents à tenir au courant juste les coordinateurs.

La communication interne : Un pilier d'une organisation

Notre organisation évolue très vite. Des fédérations se créent et se renouvellent à une vitesse folle, ce qui fait que d'un congrès à un autre, ce ne sont pas les mêmes jeunes qui participent.

À partir de là, l'appropriation du travail de la JC par tous est un enjeu essentiel si l'on veut avancer tant dans nos réflexions politiques, que dans nos méthodes, nos pratiques d'organisation. En outre, cela doit nous permettre de pouvoir nous auto évaluer à chaque instant.

La communication interne, est un pilier de notre organisation, elle doit agir comme un outil qui permette à chacun de comprendre où nous en sommes dans notre travail pour mieux définir où nous devons aller.

La rapidité de la diffusion de l'information dans notre organisation est un point central. De cela dépend notre capacité à se mobiliser rapidement et efficacement. D'une manière générale, notre organisation souffre de lourdeurs qui ne dépendent pas que de la communication, mais handicapent et ne correspondent pas à une organisation de jeunesse.

Donc nous devons travailler notre schéma de communication interne pour permettre de rendre notre organisation plus efficace.

Quelle info s'adresse à qui ? Par quel canal passe-t-elle ?

La communication externe : Plus visible, plus efficace pour changer les choses

Du côté de la communication externe. Nos gestes sont multiples, désorganisés, mais existants. Du coup, alors que la profusion d'info dans la vie des jeunes et dans la vie de nos adhérents est énorme : nos messages ne sont pas identifiés, souvent pas lisibles, et quelques fois pas clairs.

Nous avons un devoir d'efficacité, pour plus de lisibilité, et pour la prise de conscience à l'interne, comme à l'externe, d'être une organisation nationale, reconnaissable et identifiable en tant que telle.

Et surtout, nous devons créer une dynamique d'organisation sur cette thématique qui préoccupe bon nombre de nos adhérents.

D'autant plus, que la communication est le bout le plus visible de notre travail. Tout le monde a des idées sur cette question, mais nous ne les partageons pas, nous ne les mutualisons pas.

Les Objectifs :

Interne : + de maîtrise des adhérents
+ de liens aux adhérents
+ de connaissance de l'orga

Externe : Plus de visibilité
Plus de réactivité
Plus de d'interactivité

Où en sommes-nous ?

Communication Interne :

Dans les fédérations, les gestes sont divers : Bulletin de liaison, relevé de décision, compte rendu, et rien. En outre, toutes utilisent les mails et les textos pour véhiculer l'information interne.

Nationalement : l'Echo du CN paraît de nouveau mais il est trop long à paraître ; le Mouv', lui aussi paraît de nouveau mais de façon irrégulière, notamment car il est compliqué pour avoir les infos des unions de ville et des fédérations.

Communication Externe :

Dans les fédérations: tract, site Internet, affiches... Cela de façon diverse, sans cohérence nationale.

Nationalement, le site Internet est en progression (articles, et visites), les tracts ne sont pas cohérents graphiquement, nous ne pouvons sortir qu'une affiche des fois deux par an, la vidéo reste un outil sous utilisé, la nouvelle formule d'Avant-garde est bien mais elle n'est pas encore envoyée aux fédérations. Nos relations avec les médias sont trop faibles et les relations extérieures balbutiantes.

Que voulons-nous ? Comment voulons-nous apparaître ?

Je propose que notre slogan d'organisation soit aussi notre slogan de communication : au plus près de la vie des jeunes. Notre but est de s'adresser à tous les jeunes, qu'ils se sentent représentés par nous, que nous leur parlions.

Je propose que nous mettions en cohérences tous les types de matos et de moyens de communication. Cela a pour but de faire ressentir par tous que nous sommes une organisation nationale. Cela passe par les tracts types, par les sites, par un graphisme utile et identifiable, et cela doit passer par la question de la maîtrise des logiciels et des outils.

Je propose que notre organisation prenne conscience de l'importance de la communication. Qu'elle en discute, mutualise les moyens et les compétences, que le travail de la communication ne soit pas l'apanage d'un spécialiste mais bien la réflexion de tous. Il y a nécessité à démocratiser cette question, notamment dans notre organisation nationale.

Comment faire ?

Dans la limite de nos moyens, il n'existe qu'une solution pour nous permettre d'être à la hauteur, d'avoir de véritables exigences de communication : c'est le travail collectif.

Nous avons la fâcheuse manie de tout remettre au seul responsable identifié sur une question. Il faut donc que nous sortions de ce cercle vicieux pour entrer dans un cercle vertueux qui s'appuie sur l'intelligence collective et le partage des responsabilités.

Ainsi, le responsable national de la communication doit gérer le travail de l'équipe de communication, plus le quotidien et les urgences, dans la mesure où un temps salarié y est consacré.

Nous devons retravailler la composition du groupe de travail sur la communication car la plupart des personnes y participant ne seront plus responsables de notre mouvement après le congrès.

Ce collectif doit donc être élargi pour que chaque tâche de communication identifiée corresponde à un responsable national identifié.

Cela étant, chaque tâche étant elle aussi un univers, chaque membre de l'équipe nationale de communication anime un groupe sur sa question

Pour palier tout problème, nous devons travailler au fur et à mesure, à la polyvalence des membres qui composent le groupe de travail national.

Enfin, nous devons travailler à ce qu'il y ait un responsable à la communication dans chaque Union de Ville et Fédération, et organiser un moment national sur la communication qui lie réflexion et formation.

Nous vous proposons qu'au CN d'après l'Assemblée Nationale des Animateurs nous puissions vous proposer un organigramme de notre réseau de communication. D'ici là chacun est invité à se faire connaître s'il est intéressé par cette question.

Cela étant, toute cette structuration de notre réseau de communicant peut se faire sans une philosophie claire, et sans des objectifs eux aussi bien définis. Ainsi, nous pourrons faire le bilan l'année prochaine du travail effectué et de ce qu'il restera à faire.

La philosophie :

Je vous propose qu'en termes de communication, nous nous placions dans la posture où notre mouvement doit devenir l'organisation de jeunes de référence. Notre objectif est de devenir une organisation de masse, et pas à la masse.

Dans ce cadre notre slogan d'organisation au plus près de la vie des jeunes apparaît comme pertinent pour notre stratégie de communication.

Il s'agit donc de donner une fonction claire à chaque outil de savoir à qui il s'adresse, pour que notre structure tourne correctement (ne voyez pas là un parti pris fonctionnaliste)

Il est donc joint un tableau qui donne à voir à qui nous nous adressons du général au particulier, en liant communication externe et interne.

Destinataires	Outil(s)	Contenu	Objectifs
Les jeunes	Tracts, affiches, site, vidéo, média, Avant Garde !	Cohérent graphiquement partout en France Relayé les infos locales nationalement	Montrer ce qu'est la JC : une organisation de jeunes par et pour eux au plus près de leur vies. Faire de la JC l'orga principale des jeunes
Tous les gens en contact avec la JC	E-mail avec une mise en page attractive, envoyé en fonction de l'actualité	Communiqués de presse, tracts, grandes initiatives...	Présence médiatique de la JC
Animateurs et contacts isolés	- Dans le Mouv' - Lettres et dossiers d'animation	- Infos JC, échange d'expériences, idées pour s'organiser - Outils pour animer les batailles de la JC	- Donner aux animateurs une vision nationale de la JC - Aider à l'activité politique des jeunes communistes
Responsables	Intranet, base orga	Lieu ressources pour rechercher des infos internes de façon rapide et évolutive	+ d'efficacité et de lien aux responsables
Conseil national	- Liste de diffusion, « Echo du CN »	- Comptes-rendus de CN, de commissions... Chaque commission ou groupe de travail pourrait avoir la charge de faire un point mensuel de ses travaux	- Faire du CN une véritable équipe de responsables nationaux, notamment en dehors des réunions du CN

Objectifs pour chaque tâche de communication :

Communication interne :

Tous d'abord, en cohérence avec ce qui a été dit précédemment, nous devons travailler à trouver un responsable sur cette question. Cela pourrait se concrétiser au CN d'après l'ANA. Nous sommes face à un problème important, l'information ne remonte pas des unions de villes de des fédérations. Nous, conseillers nationaux, avons une responsabilité particulière pour que dans nos unions de villes et nos fédérations, ainsi que dans nos suivis, nous

travaillons à ce que toutes les informations remontent. Initiatives, tracts, notes, productions, journal de communication interne...

Sans cela, le Mouv' ne peut sortir régulièrement. Car c'est ce manque d'information qui empêche l'écriture et la conception du Mouv', faute de matières.

L'Echo du CN paraît mais avec du retard. Nous devons travailler à une meilleure rapidité de la production de cet outil. Or un autre problème nous apparaît, c'est que l'Echo n'est pas lu. Certes il est souvent bien long. Nous proposons donc de structurer l'Echo comme nous l'avions fait avant en mettant les comptes rendu en premier et les introductions en annexes.

Enfin, nous devons travailler à ce que dans toutes les unions de villes et les fédérations, il existe un journal de communication interne qui tienne les adhérents de l'activité des jeunes communistes et de l'avancée des travaux à l'image de ce que peut faire les Bouches du Rhône ou l'Ille et Vilaine.

Internet :

Nous proposons que cette question soit la priorité de notre organisation. Nous souffrons trop de petits détails qui nuisent à notre capacité de communication alors que celle-ci pourrait bien plus forte.

Comme vous avez pu le voir dans le budget, une ligne de crédit est accordée à cet outil pour nous permettre d'être plus efficace.

Nous devons changer notre serveur, qui paraît bien obsolète, afin d'opérer aux réformes structurelles nécessaires pour faire entrer notre organisation dans la modernité.

Le premier chantier fort, est d'installer un système d'intranet pour notre organisation. Le principe est simple : avoir une plateforme privée à laquelle les responsables de notre mouvement pourraient accéder, pour y trouver ou y mettre toutes formes d'informations.

Dans cette plateforme ressource, on pourrait trouver tous les tracts locaux, trouver toutes les images et les logos que nous utilisons, des modèles de tracts, des informations concernant les initiatives des départements, les noms des différents responsables de la JC et de l'UEC ainsi que les coordonnées mail, et enfin la base orga.

La base orga dont nous allons travailler ces prochains jours à la moderniser pour que tous les problèmes existants disparaissent (envoyer plusieurs pièces jointes, ne pas être limité en nombre d'envoi de mail, différencier adhérents contact, étiquettes...)

Le second grand chantier serait de travailler à créer une plateforme de site Internet à disposition des Unions de villes et des fédérations, afin qu'il soit plus facile de créer un blog ou un site pour les jeunes communistes, que cela se fasse sans pub, avec une adresse Internet propre et une cohérence graphique et de liens vers les autres sites de la JC. Cela pourrait nous permettre une plus grande cohérence et une plus grande efficacité. Bien sur, il n'y aurait aucune obligation pour les unions de villes ou les fédérations ayant déjà un site, de s'y soumettre.

Enfin nous devons mettre en cohérence toutes les adresses mail de la JC, et récupérer les archives des anciens sur le site Internet afin qu'elles soient disponibles !

Presse :

De la même manière, nous devons trouver une personne qui s'occupe de cela. Cela est déjà bien avancé puisque nous avons une jeune communiste qui travaille sur ces questions dans le cadre de ses études et qui est intéressée par cette responsabilité.

L'idée est d'avoir des liens privilégiés avec les journalistes dans un plan qui consisterait à sérier dans un premier temps quelques média et puis d'élargir au fur et à mesure.

Il s'agit de travailler sur un véritable plan média, et aussi d'avoir une personne ressources pour aider aux relations entre les unions de villes et les fédérations avec la presse locale.

Vidéo :

Nous commençons à faire un peu de vidéo nationalement. L'idée est d'élargir le nombre de personnes qui filment les initiatives de la JC. Il faut travailler à ce que les unions de villes et les fédérations prennent l'habitude de filmer leurs initiatives et de nous les filer si possible.

Enfin, Ghila, travaille à constituer un collectif autour de cette question.

Relations extérieures :

Il s'agit ici, d'approfondir nos relations avec les autres organisations politiques, et associatives. De créer des liens et des partenariats privilégiés, ainsi que d'entretenir un réseau.

De cette manière, nos idées pourront mieux être véhiculées et irradier plus largement le monde associatif et syndical afin d'avancer dans la bataille d'idées.

Là encore il doit pouvoir y avoir une personne ressource pour aider les unions de villes et les fédérations.

Tract :

Il nous faut travailler sur des maquetages type, qui nous permettent d'être identifiés rapidement.

Les tracts des unions de villes et des fédérations doivent être remontés nationalement afin de permettre une meilleure réactivité. En effet, les tracts locaux peuvent très vite devenir des tracts nationaux.

Enfin, il nous faut trouver une façon de lier plusieurs objectifs qui peuvent se confronter parfois.

Tout d'abord, la volonté d'avoir des tracts nationaux qui ont de la gueule, qui donnent à voir une image « moderne » des jeunes communistes. Malheureusement, ce type de tracts se produit à partir de logiciels informatiques dont tout le monde ne dispose pas.

Du coup, les unions de villes et les fédérations qui veulent légitimement les modifier, notamment pour mettre leurs coordonnées ne peuvent pas le faire.

Je propose donc, que nous nous mettions d'accord sur un même logiciel, dont nous donnerions le lien pour le télécharger gratuitement, et ainsi avoir un tract de qualité graphique importante tout en étant modifiable facilement. Après réflexion, il apparaît que le logiciel le plus maniable et le plus téléchargeable est Publisher. Nous devons donc travailler à l'acquisition de ce logiciel par un maximum de jeunes communistes, et ainsi dépasser la contradiction local-national.

PROJET AVANT-GARDE

Le développement de la version papier

La nouvelle version papier a fait de plutôt bons débuts même si pour l'instant nous sommes dans l'incapacité de publier le premier numéro 2009 pour des raisons juridiques. Il faut réfléchir à son développement, - on espère à terme augmenter le nombre de pages – mais il faut aussi travailler la question des abonnements. En effet, plusieurs personnes ont déjà demandé à recevoir le journal régulièrement. Cependant juridiquement on ne peut pas créer d'abonnements mais seulement recevoir des dons. Aussi, comment être sûr que tous les camarades aient accès au journal ? Toutes ces questions peuvent paraître annexes mais elles sont à régler rapidement pour assurer une stabilisation du journal et une fidélisation du lectorat.

La mise en place du site

Quel site ?

Le site Internet d'*Avant-Garde* verra le jour dès que les structures juridiques seront en place. Il a été pensé comme un site de presse et non un site militant, c'est pourquoi par ailleurs que l'adresse va changer de *.org* en *.info*. Les différents médias écrit télé et radio seront utilisés et on envisage aussi d'archiver y compris les anciens numéros pour pouvoir servir de « base de données ». En effet le site gardera pour première mission d'informer et de nourrir le débat d'idées, de séduire un lectorat large et de le fidéliser sans pour autant avoir l'objectif à terme de faire adhérer ces lecteurs au MJCF. Le but du site, qui reste celui du journal des jeunes communistes qui devront se l'approprier et le modeler à leur image, est justement aussi d'explorer un spectre plus large que celui des jeunes communistes.

Pour ce qui est de l'aspect technique, c'est un étudiant qui a créé le site. Il s'engage à assurer une formation continue par mail téléphone et sur place jusqu'à juillet 2010 afin de former un maximum de camarades, qui devraient d'ici un an et demi être en capacité de maîtriser parfaitement le site et son interface.

Aussi, il sera possible d'accueillir de la publicité sur le site, ce qui est plus que bienvenu en cette période difficile et ce qui permettra, avec un nombre de visiteurs pas si gigantesque que ça, de gagner un peu d'argent.

Comment le lancer ?

On va tenter de créer un petit événement autour de la mise en ligne du site. Un compte à rebours devrait être lancé sur le site du MJCF et sur le site d'*Avant-Garde*. On fera une soirée de lancement quand le compte à rebours sera à 0 ou j-1. Aussi, il va falloir qu'il y ait un maximum de visiteurs dès le début pour que le site se fasse connaître. Pourquoi pas alors une série d'autocollants assez simples avec l'adresse du site comme seule info, ou encore, mais cela est à discuter ici, des boîtes de préservatifs par exemple siglées « Protégez vous des idées reçues : avant-garde.info ». Ca peut paraître un peu gros mais en même temps le but n'est pas de faire de la poésie mais d'intriguer un maximum pour faire venir des internautes.

Le développement de la structure *Avant-Garde*

Comment fonctionner en interne du mouvement pour construire ce projet?

Avant-Garde se dotera de deux comités de rédaction qui seront fortement liés entre eux. Le premier, qui gèrera la version papier, sera composé de rédacteurs fixes et non ponctuels. Par contre le deuxième comité de rédaction qui s'occupera du site sera ouvert et accueillera tous les articles de ceux qui désirent écrire. Chaque comité sera organisé par rubrique et chaque rubrique sera déléguée à un camarade qui en sera responsable. Ce ne sera pas possible de mettre tout cela en place en claquant des doigts mais à terme c'est à ça qu'il faudrait parvenir. N'hésitez pas à vous signaler si cela vous intéresse ou si vous connaissez des camarades que cela intéresse.

Comment participer au développement d'une presse jeune communiste locale ?

Le Conseil national s'était prononcé lors du passage à la nouvelle formule sur la nécessité d'un .pdf disponible aux fédérations et unions de villes qui voulaient alimenter leurs journaux. Cependant, il est possible d'aller encore plus loin. En plus du pdf de la version papier qui sera toujours en ligne sur le site, tous les articles publiés sur papier ou sur web seront disponibles et réutilisables par tous.

Aussi, ce besoin du pdf traduisait le besoin d'aide pour le développement et la création d'une presse locale. Pourquoi ne pas alors en lien avec le pôle formation, organiser des week-ends de formation à la création, à la connaissance des règles juridiques, à l'écriture d'articles, à la mise en page dans les localités qui le souhaitent ? Pourquoi ne pas aussi mettre à la disposition des camarades une maquette *Avant-Garde* locale ou presse locale (ex : *Avant-Garde Côte d'Armor*, *Avant-Garde Villejuif...*). Ceci n'a pas pour but d'uniformiser ou de brider la presse jeune communiste mais bien de permettre aux camarades qui n'ont pas les capacités techniques ou l'inspiration créatrice avec eux de créer un journal identifié jeune communiste, avec une maquette préétablie incluant des articles de la « version nationale ».

Voilà donc le projet pour notre communication et pour le journal de notre mouvement. Toutes les idées, les inventivités, sont évidemment les bienvenus.